

ARRÊTÉ
portant abrogation de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 31 mars 2025
et portant mise en demeure de respecter des prescriptions applicables
Installations classées pour la protection de l'environnement
Société ROQUETTE FRÈRES à VECQUEMONT

LE PRÉFET DE LA SOMME
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Rollon MOUCHEL-BLAISOT, préfet de la Somme ;

Vu le décret du 21 juillet 2023 portant nomination de M. Emmanuel MOULARD, administrateur de l'État du deuxième grade, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et notamment ses articles 26.I.3.c et 26.I.3.b ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 9 septembre 1994, délivré à la société ROQUETTE FRÈRES pour les installations de féculerie de pommes de terre et d'amidonnerie de blé sises 461 avenue des Lilas à VECQUEMONT (80800) ;

Vu l'arrêté préfectoral du 31 mars 2025 mettant en demeure la société ROQUETTE FRÈRES de respecter les dispositions des articles 26.I.1.a) ; 26.I.2. ; 26.II.1.a), b), c), d), e) et f) de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 pour les installations qu'elle exploite sur le site précité ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 septembre 2025 portant délégation de signature principale à M. Emmanuel MOULARD, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées établi à l'issue de la visite d'inspection du 13 octobre 2025, transmis à l'exploitant par courriel du 4 novembre 2025, conformément aux dispositions des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courrier du 26 novembre 2025, reçu le 1^{er} décembre suivant ;

Vu l'absence d'observation formulée par l'exploitant sur ce projet d'arrêté dans le délai imparti ;

Considérant ce qui suit :

1. lors de la visite d'inspection du 13 octobre 2025 réalisée sur le site précité, l'inspection des installations classées a constaté les faits suivants :

- l'exploitant ne transmet pas les échantillons au laboratoire pour analyse dans les délais prévus par l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé, et ce contrairement aux dispositions de son article 26.I.3.c. ;

- l'exploitant ne réalise pas les prélèvements en vue de l'analyse des légionelles aux horaires prévus par la procédure d'entretien. Les prélèvements sont réalisés après l'injection de biocide, et ce contrairement aux dispositions de l'article 26.I.3.b. de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé ;

2. ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement et en particulier la santé ;

3. face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société ROQUETTE FRÈRES de respecter les dispositions des articles 26.I.3.c. et 26.I.3.b. de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1. – ABROGATION DE L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE DU 31 MARS 2025

Dès la notification du présent arrêté, les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 31 mars 2025 délivré à la société ROQUETTE FRÈRES pour les installations qu'elle exploite avenue des Lilas à VECQUEMONT (80800) sont abrogées.

ARTICLE 2. – MISE EN DEMEURE

La société ROQUETTE FRÈRES sise avenue des Lilas à VECQUEMONT est mise en demeure de respecter les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 3. – LABORATOIRE EN CHARGE DE L'ANALYSE DES LÉGIONELLES

Dans un délai de 1 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 26.I.3.c. de l'arrêté préfectoral ministériel du 14 décembre 2013 qui prévoit notamment que :

- « le laboratoire est accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 (septembre 2005) par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou tout autre organisme d'accréditation équivalent européen, signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ;
- le laboratoire rend ses résultats sous accréditation. ».

ARTICLE 4. – MODALITÉS DE PRÉLÈVEMENTS EN VUE DE L'ANALYSE DES LÉGIONELLES

Dans un délai de 1 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 26.I.3.b. de l'arrêté préfectoral ministériel du 14 décembre 2013 qui prévoit notamment que : « Les modalités du prélèvement, pour le suivi habituel ou sur demande des installations classées, doivent permettre de s'affranchir de l'influence des produits de traitement. ».

ARTICLE 5. – SANCTIONS

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles précédents ne serait pas satisfaite dans les délais prévus aux mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 6. – PUBLICITÉ

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Somme, pour une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 7. – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision peut être contestée auprès du tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier à AMIENS (80000) dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut également être saisi au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr.

ARTICLE 8. – EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de la Somme, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France et l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société ROQUETTE FRÈRES.

AMIENS, le 24 FEV. 2026

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général



Emmanuel MOULARD